

prioritaires, (ii) l'amélioration de l'environnement infrastructurel collectif et l'accès aux facteurs de production et aux marchés, (iii) le renforcement de la résilience des systèmes de productions, de la gestion durable des ressources naturelles et de la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations vulnérables, face au changement climatique et (iv) le renforcement des capacités et du capital humain des acteurs du secteur rural à savoir les acteurs publics, les Collectivités Territoriales Décentralisées (CTD), le secteur privé et les acteurs non étatiques. Ces deux derniers objectifs sont directement soutenus par la présente action. La SDSR comporte une méthode de suivi / évaluation qui publie chaque année les progrès de sa mise en œuvre au mois de septembre. Les donateurs se concertent régulièrement au sein du Comité Multipartenaires Agriculture sous la coordination de la FAO (Food and Agriculture Organisation).

Le PADL entend accompagner la mise en œuvre de deux des quatre objectifs spécifiques (iii et iv voir plus haut) de la Stratégie de Développement du Secteur Rural et de son Plan National d'Investissement Agricole (SDSR/PNIA 2020-2030). Cette politique sectorielle est crédible et pertinente et répond aux objectifs globaux d'éradication de la pauvreté et de réduction des inégalités, de croissance durable et inclusive et de création d'emplois. Il importe ici de mentionner les acquis de la mise en œuvre du CRS 2017-2021 qui ont démontré des progrès satisfaisants accomplis dans la mise en œuvre de la SDSR/PIA ainsi que l'existence d'un cadre de pilotage sectoriel dynamique reposant sur des revues sectorielles régulières et inclusives (secteur privé, OSC, PTF¹⁶) et basées sur un dialogue factuel.

En conclusion, la politique est suffisamment pertinente et crédible pour que les objectifs du contrat d'appui budgétaire soient largement atteints. Par conséquent, la Commission peut soutenir cette politique dans le cadre du contrat d'appui budgétaire proposé.

2.3.2 Politique macroéconomique

La diversification économique du pays, une monnaie commune avec les pays voisins, un programme d'appui du FMI et la hausse des prix des matières premières à l'exportation soutiennent la stabilité macroéconomique du Cameroun. La croissance réelle devrait atteindre 4% en 2023 (contre une croissance démographique de 2,5%). Grace aux prix des produits dérivés du pétrole, les réserves de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC) ont évolué positivement au cours de la dernière année avec une contribution positive du Cameroun. Cela s'est également traduit par une réduction de la pression sur le régime de taux de change et par une meilleure maîtrise de l'inflation. Ainsi grâce aux prix contrôlés sur certains biens de première nécessité, l'inflation en 2022 était à 6.3%, bien en dessous de la moyenne des pays africains subsahariens (14%). Le gouvernement parvient à maintenir les déficits budgétaires (-1.7% du PIB en 2022) dans les limites de la CEMAC, mais la mobilisation des recettes domestiques reste relativement faible (12% du PIB) et en deçà des besoins pour les politiques de développement et les critères de convergence de la CEMAC (17%). La dette globale représente 46% du PIB, en dessous du critère de convergence de la CEMAC (70% du PIB). Toutefois, le Cameroun est classifié en risque de surendettement élevé, parce que sa capacité de paiement semble basse en raison des faibles recettes budgétaires et recettes des exportations. Des retards pour des remboursements de dette bilatérale pendant 2022, dû selon le FMI à des tensions de trésorerie et de liquidité, ont cependant causé un abaissement de la note souveraine de 2 crans auprès d'agences internationales de notation. Afin de réduire les pressions de la trésorerie et de dégager plus d'espace budgétaire pour les dépenses productives, le gouvernement a augmenté les prix des carburants, historiquement fortement subventionnés à la pompe, de 21% en début février 2023, réduisant considérablement la charge des subventions (de l'ordre de 3% du PIB en 2022). Un meilleur climat d'investissement et environnement des affaires, qui est aussi un pilier principal de la stratégie de développement, reste essentiel pour soutenir davantage la stabilité macroéconomique. Conformément au programme du FMI, le gouvernement a terminé un diagnostic de la politique fiscale afin d'établir un système fiscal axé sur le développement. La Banque mondiale se concentre sur la rationalisation des dépenses fiscales et l'UE travaille à la sécurisation des recettes dans les secteurs des ressources naturelles. Enfin, les services du FMI et les autorités camerounaises sont parvenues à un accord sur les 3ème et 4ème revues du programme économique et financier soutenu par la Facilité élargie de crédit (FEC) et le Mécanisme élargi de crédit (MEDC), confortant les politiques économiques et financières du pays.

En conclusion, les autorités mènent une politique macroéconomique axée sur la stabilité et le respect du critère d'éligibilité.

¹⁶ PTF : Partenaires Techniques et Financiers